

RÉDACTION
ET
BUREAU D'ABONNEMENTS

Lausanne, Rue St-François 20.
On s'abonne, en Suisse, en Allemagne et en Autriche, dans tous les bureaux de poste. Les abonnements partent du 1^{er} ou du 15 de chaque mois.

PRIX D'ABONNEMENT

	Un an	6 mois	3 mois
Suisse	Fr. 20	10 50	5 50
Unan postale	» 36	18 50	9 50

Prix du numéro : 40 centimes.

La Gazette de Lausanne sera adressée gratuitement jusqu'au 31 décembre (avec le commencement du feuilleton) aux abonnés nouveaux pour 1892.

LAUSANNE, 12 décembre 1891.

BULLETIN POLITIQUE

M. de Bismarck n'est pas venu au Reichstag pour y combattre ce traité avec l'Autriche-Hongrie, qu'il n'a cessé de représenter et de faire représenter comme ruineux pour l'empire allemand. Jusqu'ici la place du député de Geestmünde est restée vide. Les journaux annoncent que le Dr Schweninger, son médecin habituel, a ordonné au prince de ne pas se rendre à Berlin en ce moment. Plaisantez après cela les médecins et dites qu'ils ne sont pas pour leurs malades les meilleurs amis du monde !

La discussion se poursuit donc entre des agrariens obscurs et le comte de Caprivi. Elle se terminera sans aucun doute par la ratification à une majorité considérable.

Nous avons déjà caractérisé ces importants actes internationaux, et à moins d'entrer dans des détails que leur spécialité même nous interdit, il ne nous reste pas grand chose à dire.

On est frappé à la lecture du traité entre l'Allemagne et l'Autriche du vif désir mutuel qu'il témoigne de se faire toutes les concessions réciproques possibles en matière de douanes, de chemins de fer, d'établissement, de créer en un mot une espèce de communauté économique. L'Allemagne a sacrifié ses vœux exagérés de ses agrariens ; l'Autriche, les prétentions de ses industriels. Mais aux uns et aux autres on a donné largement ce que l'état de guerre économique générale, dans lequel se trouvait l'Europe, leur avait enlevé, la stabilité, la sécurité du lendemain. Le tarif austro-allemand, pas plus que le tarif italo-allemand, ou que le tarif austro-italien, n'est libre-échangiste, tant s'en faut. Mais ces tarifs abaissent les droits sur un certain nombre d'articles, les lient sur beaucoup d'autres et les empêchent d'être relevés pendant une période d'au moins douze ans.

Le traité avec l'Italie n'est peut-être pas tout à fait aussi cordial que le traité avec l'Autriche. Mais la formule préliminaire exprime l'intention formelle « de créer pour un long laps de temps une base solide servant, d'une part, à favoriser l'échange mutuel des produits du sol et de l'industrie, et, d'autre part, à créer des relations commerciales avec d'autres pays. »

Ce dernier point est, pour les destinées de l'Europe, le plus important. Les trois puissances de la triple alliance formaient déjà un grand noyau politique. Désormais elles formeront en outre un grand noyau économique, autour duquel graviteront les intérêts commerciaux et industriels des Etats secondaires de l'Europe centrale. Ce n'est pas l'union douanière européenne dont il avait été question. Pour qu'il y eût union douanière, il faudrait que les barrières de douane fussent tombées. Et ce n'est pas une union européenne, puisque la France et la Russie n'en font pas partie. Mais c'est un groupement puissant, dont il sera souvent question dans les discussions politiques et économiques des dix prochaines années.

Quelles seront les conséquences de cette situation nouvelle pour l'avenir économique de la France ? Nous retrouvons dans plusieurs journaux le mot de « Sedan industriel. » Si la conclusion de l'alliance économique de l'Europe centrale est de nature à donner à réfléchir aux majorités protectionnistes du Luxembourg et du Palais Bourbon, nous pensons toutefois qu'on assombrirait un peu le tableau.

Il ne faut pas oublier que, par l'art. 11 du traité de Francfort, l'Allemagne est obligée de faire profiter la France de toutes les concessions qu'elle a accordées à la Belgique, à l'Autriche-Hongrie et à la Suisse ; celles consenties vis-à-vis de l'Italie en sont seules exclues. Comme contre-partie, la France devra seulement accorder à l'Allemagne le bénéfice, beaucoup moins étendu, de son tarif minimum, puisqu'elle renonce aux tarifs conventionnels. Le traité de Francfort, par un singulier retour des choses d'ici-bas, devient donc une aubaine pour l'industrie et le commerce français.

Mais l'échéance du 1^{er} février 1892 abroge la clause de la nation la plus favorisée qui liait entre eux la plupart des Etats de l'Europe. Elle ne subsistera plus pour la France qu'avec l'Allemagne. Les autres pays seront libres de répondre au tarif maximum et au tarif minimum français par les chiffres de leur tarif général ou même, à l'instar de ce que la France a fait vis-à-vis de l'Italie, par les chiffres d'un tarif spécial. Chose assez singulière : c'est avec les conquérants de l'Alsace-Lorraine que les vaincus de 1870 conserveront, bon gré mal gré, les relations commerciales les plus étroites.

Ce sont les marchés autres que le marché allemand qui pourront se fermer aux produits français. Nos voisins comptent sur la bonne facture et le goût qui distinguent leurs industries pour conserver leurs débouchés malgré l'élévation des droits. Ils ont sans doute raison pour beaucoup de branches de leur activité, mais d'autres souffriront probablement du nouvel état de choses. Ainsi la France avait le monopole de la vente de certains vins parce qu'elle fabrique bien et parce que, laissant entrer sans grands frais les vins méridionaux de coupage, elle pouvait produire à bon marché. Aujourd'hui, la France ferme ses frontières aux vins d'Espagne après les avoir fermés à ceux d'Italie ; l'Allemagne cherche, au contraire, à ouvrir les siennes, dans l'espoir d'attirer à elle une partie de cette industrie vinicole qui a contribué à enrichir la France et lui a permis de traverser victorieusement la crise phylloxérique. Voilà certainement une grande industrie française menacée. Nous en pourrions citer d'autres exemples.

La situation générale sera celle-ci :

Les traités conclus entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Italie, la Belgique et la Suisse donnent à l'industrie et au commerce de ces pays la stabilité qui est la première condition de succès. En face de l'union de ces pays, la France isolée serait condamnée à nager dans le trop-plein de sa production, si l'article 11 du traité de Francfort ne lui conservait quelques avantages.

Les journaux français qui combattent le protectionisme s'épandent en prophéties lugubres. Ceux pour qui le libre-échange est une utopie malfaisante, affligent au contraire une absolue sécurité. L'avenir dira peut-être clairement lequel des deux points de vue est juste.

La sérénade à M. Welter.

Berne, 11 décembre.

La sérénade à M. le président Welter a été très correcte et très solennelle, sans la moindre allusion à l'incident du jour, digne du magistrat qu'elle était destinée à honorer, digne aussi de la jeunesse universitaire bernoise.

Le cortège s'est formé à 7 h. 30, devant le cercle du Musée. A 8 heures, il débouchait sur le magnifique pont du Kirchenfeld pour venir ensuite se former en un vaste demi-cercle devant la demeure de M. Welter. M. Welter habite une villa attenante à celle où loge M. le notaire Gerster-Johannot. C'est d'une fenêtre de cette dernière maison, dont la façade est plus directement en regard de la chaussée, que M. Welter a parlé. La foule était considérable et couvrait toute la place.

Quand les drapeaux et les bannières de toutes les sociétés — car toutes ont pris part à la manifestation — se furent rangées en groupe autour de ce beau gonfalon de l'Université de Berne, brodé de soie et d'or, que vous avez admiré ce printemps, escorté de ses deux mignons, petits pages, aux fêtes de Lausanne ; quand la musique eut cessé de jouer, M. Riesen, étudiant en droit, un Saint-Gallois, a pris la parole à peu près en ces termes :

Très honoré Monsieur le Président de la Confédération !

C'est avec de profonds regrets que nous avons appris que vous quittiez le gouvernement fédéral. Nous étions si fiers de vous ! Pendant les vingt-cinq années que vous avez consacrées si noblement au service du pays, nous vous avez représenté si dignement dans tant de moments difficiles, à l'intérieur et vis-à-vis de l'étranger ! Puis, nous nous souvenons encore des belles et sérieuses paroles que vous avez dites, cet été, à la tribune de Schwyz, lorsque vous avez exhortés à faire tous les efforts pour devenir d'utiles et bons citoyens. Enfin, nous vous avez de tout temps porté, à nous et à nos études, un si digne et si vivant intérêt !

Votre figure nous est connue. Nous nous étions habitués à voir en vous le modèle, l'idéal de l'homme d'Etat suisse et républicain. Et il nous en comble, ainsi qu'à tout le peuple, de vous laisser aller. Nous sommes venus pour vous le dire.

Camarades !

Poussez avec moi un triple hurrah à notre président !

Les hurrahs, poussés par des centaines de jeunes poitrines, éclatent enthousiastes et se prolongent, puis M. le président Welter, très ému, prend la parole :

DISCOURS DE M. WELTER

Mes chers et jeunes amis !

Quand un homme qui, comme moi, a vu ses cheveux blanchir au service de son pays est sur le point de dire adieu à la vie publique, il se recueille et fait son examen de conscience. Si alors, comme cela m'est permis ce soir, il peut constater qu'en poursuivant les buts qu'il avait donnés à son activité, il est resté en communauté d'esprit et de pensée avec la jeunesse de sa patrie, il recueille la plus belle et la plus précieuse récompense que la vie d'ici-bas puisse donner. Si c'est là ce que vous êtes venus m'apporter, je vous en remercie du plus profond de mon cœur.

Il a été douloureux pour moi le moment où, comme le vieux tronc rabougri qu'on retranche de la forêt vigoureuse, j'ai dû à mon tour me séparer de ce grand travail de germination qui se fait dans le maniement des affaires de l'Etat. Vous êtes venus me soutenir et je vous en suis reconnaissant, car vous avez dissipé les ombres qui momentanément ont assombri

face des choses... Votre scrupule me paraît excessif... Est-ce que votre famille, votre père, acceptent ce mariage ?

— Mon père n'a pas encore donné son consentement ; mais...

— Mais, mon cher ami, il ne le donnera pas... Je vous l'affirme d'avance.

Bertrand, très pâle, répondit : — Malgré mon respect pour mon père et la douleur que j'en ressentirais... dans ce cas-là, je serais forcé de passer outre... La responsabilité d'un homme de mon âge ne saurait s'abriter derrière une volonté étrangère... fut-elle la plus chère, la plus vénérée.

Il avait parlé d'un ton ferme ; pourtant, à l'altération de ses traits, le général Châtenay devina le drame de conscience où se débattait le jeune officier ; peut-être dément-il mieux que lui le dernier mot d'un secret désir...

— Il vous en coûterait plus que vous ne pensez d'infliger une telle douleur à votre père... Vous auriez, de plus, je dois vous en prévenir, à affronter l'opposition formelle de votre général... qui est, lui aussi, à sa manière, un chef de famille... Vous n'ignorez pas qu'il vous faut une permission du ministre de la guerre pour vous marier et que j'aurais à émettre un avis ? Je ne vous cache pas qu'il sera formellement contraire à vos intentions... J'ai regret de vous causer ce chagrin. Je crois devoir remplir un devoir strict envers l'armée et envers vous-même, mon cher ami.

Bertrand resta immobile quelques instants, en proie à cette violence et instinctive irritation que lui causait toute entreprise contre Lise.

Mon général, dit-il enfin avec effort, comme si ses paroles lui étaient arrachées malgré lui, il ne me resterait plus qu'à briser mon épée, si...

— Etes-vous fou ? s'écria le général en frappant violemment sur son bureau ; c'est de la démenie ! Vous voulez donc vous mettre une pierre au cou ? Oui, une pierre au cou... Cela vaudrait mieux que

mon cœur et vous avez fait rentrer la sérénité dans mon âme. Vous venez, non pour fêter avec moi un jour de victoire, mais pour me tendre la main dans un jour où le peuple suisse s'est prononcé, non contre moi, mais contre une œuvre de l'Assemblée fédérale, que j'ai, je dois le dire, fermement soutenue. Donc, dans votre pensée, ce n'est pas le succès qui fait le mérite, mais bien la lutte, la lutte convaincue, persévérante pour ce qu'on estime être le vrai. Vous avez bien jugé et vous êtes en concordance parfaite avec nos institutions républicaines, tout entières fondées sur l'indépendance de la conscience et la liberté de l'esprit.

Jeunes gens ! vous serez appelés à être bientôt, dans quelques années, vous aussi, des législateurs et des conducteurs de peuples. Vous savez quel idéal vous avez à poursuivre, si vous ne voulez pas que la vie publique s'abaisse à la seule recherche des jouissances matérielles et de la richesse. Vous savez quelles sont les vertus qu'il faut cultiver pour l'atteindre : le sens de la justice, le respect de l'opinion d'autrui, le dévouement au bien, le patriotisme. Votre cœur en est plein. Mais vous ignorez encore, inexpérimentés comme vous l'êtes, quelle peine infinie il faut et combien il y a de combats à livrer pour accommoder cet idéal aux nécessités de la vie.

Tenez-vous-y ferme pourtant, sinon vous risquez que la vie un jour n'ait plus pour vous de valeur. Et quand vous aurez cheminé un temps au milieu des hommes et que vous vous serez heurtés et mutilés aux difficultés de l'existence, jetez parfois un regard en arrière sur ce qui était, dans vos jeunes années, votre idéal et votre foi. Consultez-vous en sincérité et à la distance qui vous en séparera vous mesurerez la valeur que vous aurez perdue.

A vous, jeunes hommes qui étudiez, à maintenir l'idéal dans l'Etat. La science que vous recherchez n'est pas seulement la loi des phénomènes de la nature, c'est aussi l'étude de l'homme et de ses liens avec la vérité éternelle. La science qui n'éclaire pas le cœur et qui ne pousse pas l'homme, irrésistiblement, au culte du bien n'est pas la vraie science. Méfiez-vous-en.

Merci, jeunes amis, de l'honneur que vous me faites. Oui, comme jusqu'ici, mon cœur sera toujours près des vôtres, près de vous, suivant avec sollicitude vos efforts.

Quelque noble et grand que soit le but qu'on poursuit, la route ici-bas est toujours difficile. Quand vous serez aux prises avec les obstacles, parce que votre chemin vous paraîtra hérissé de difficultés infranchissables, ne croyez pas pour cela que ce ne soit pas le bon. Pour l'homme qui sert son pays, il y a une étoile conductrice, la même qui conduisait déjà Hector (1) : une vérité seule est vraie, la lutte pour le bonheur et la prospérité de notre chère et belle patrie bien-aimée !

J'ai pu vous donner à peu près le sens, mais non pas, malheureusement, l'indécible poésie de ce beau discours. Il a fait, par ses accents de mélancolie, mais surtout par la virile et haute pensée qui s'en dégage si noblement, une profonde impression sur ceux qui ont eu le bonheur de l'entendre. Il honore grandement le magistrat que nous allons perdre.

On a chanté le *Rufst du mein Vaterland*, puis la sérénade a fini comme finissent toutes

(1) Ici l'orateur cite un vers d'Homère que la brise du soir nous empêche de recueillir.

d'admettre un misérable comme cet Arthur Dauby dans votre famille ! Et vous allez perdre votre avenir pour une amoureuse ! Réduire votre père au désespoir ! Que le diable vous emporte ! Comme s'il manquait de jolies filles et de braves femmes dans le monde ! Et elle-même... cette jeune personne... si elle a un peu de cœur, elle sera malheureuse, quand elle saura le prix qu'elle vous coûte... Et puis, mon cher... des sacrifices comme ceux-là, tôt ou tard, on les fait payer... Il faudrait être un ange... et encore !

Tout semblait conjuré contre Lise, et, par un instinct de générosité et de tendresse, à mesure que s'accumulaient les obstacles, Bertrand prenait plus vivement sa défense, et, de bonne foi, contre je ne sais quelle obscure espérance qu'il sentait tressaillir en son âme et qui lui faisait horreur.

Ce même jour, il se rendit chez le conseiller, qu'il avait évité de voir pendant cette période d'irrésolution et de doute. De leur côté, M. et madame Werner s'étaient tenus à l'écart, partagés entre l'intérêt qu'ils portaient à Bertrand et leur tendre amitié pour Lise. Bertrand ne doutait pas que son père n'eût écrit au conseiller, et il désirait savoir en quels termes. M. Werner ne lui cacha pas le désespoir de M. d'Esparvis et son parti pris de résistance.

— Il vous prendra par la famine, et si vous êtes obligé de quitter l'armée, comment subviendrez-vous aux nécessités d'un ménage ?... Réfléchissez, mon pauvre enfant... Vous savez combien cette charmante Lise nous est chère, combien nous souhaitons de la voir heureuse... Mais il ne suffit pas de faire un sacrifice héroïque... encore faut-il que ce sacrifice atteigne son but ! N'agissez pas à la légère... Peut-être vaut-il mieux patienter... gagner du temps... Qui sait ?

La journée était avancée quand M. d'Esparvis entra chez Lise. Elle était debout au fond de la salle, appuyée au grand fauteuil où s'asseyait autrefois son père ; elle ne fit aucun mouvement vers lui et il fut frappé de l'indéfinissable expression de douleur et de résolution empreinte sur ses traits.

ANNONCES

HAASENSTEIN & VOGLER

Lausanne, Place de la Palud 24

Montreux, Vevey, Genève, Neuchâtel, Chaux-de-Fonds, Fribourg, Saint-Mier, Delémont, Bienne, Bâle, Berne, Zurich, St-Gall, etc.

PRIX DES ANNONCES

Pour l'étranger..... 25 centimes la ligne.
Pour la Suisse..... 20 centimes la ligne.

Toute lettre et tout envoi doivent être affranchis.

NOUVELLES POLITIQUES

— Le gouvernement austro-hongrois a fait un accueil favorable aux propositions du cabinet de Paris relatives à une action commune des puissances vis-à-vis de la Chine. Au Ballplatz on est disposé à marcher dans cette question d'accord avec le gouvernement français et les autres cabinets ; malheureusement, les réponses obtenues de Berlin, de Rome et de Londres sont quelque peu évasives. Dans ces capitales, on paraît vouloir attendre les événements ultérieurs avant d'agir.

— Le Reichstag a continué hier la discussion des traités de commerce. MM. Bromel (progressiste), Kretschmer (libéral-national), Komorowski (Polonais), ont parlé pour, de même que les orateurs du gouvernement, le baron de Marschall, chef de l'office des affaires étrangères et le sous-secrétaire d'Etat Schrant. En réponse à M. de Kardorff, le chancelier de Caprivi a repoussé le retour à l'étalon d'argent. Le seul orateur qui ait parlé contre le traité dans la séance d'hier est M. de Kropatschek, conservateur agraire.

— Jeudi, le prince Bismarck est arrivé à Hambourg ; il a été salué chaleureusement à la gare par un nombreux public, et est parti immédiatement pour Altona, où il a rendu visite au général de Waldersee. L'ex-chancelier a déclaré, au courant de la conversation, qu'à duré trois quarts d'heure, qu'il ne savait pas encore lui-même s'il irait siéger au Reichstag. Le prince est retourné ensuite à Hambourg, où il a été invité à dîner par MM. Barres et Schroeder. Il est reparti pour Friedrichsruhe le soir, à neuf heures.

— La Gazette nationale, de Berlin, se plaint de ce que le système de boycottage adopté par les socialistes, et en vertu duquel ils donnent le mot d'ordre à leurs amis de ne rien acheter chez les marchands qui ont pris à leur égard une attitude hostile et chez les débitants de boissons qui refusent de leur prêter des salles de réunion, commence à produire des effets désastreux. Ce système d'interdit est appliqué successivement à toutes les branches de l'industrie et du commerce. Dans certains quartiers de Berlin, les débitants de tabacs, les marchands de lait, les marchands des quatre-saisons sont ruinés infailliblement quand ils refusent de tenir des journaux socialistes et de fournir une contribution aux caisses de secours des révolutionnaires.

Le même système est pratiqué en province.

— Le tribunal correctionnel de Mulhouse a jugé, dans son audience du 9 novembre, la femme Gutmann, de Neudorf, près Huningue, qui était accusée d'avoir préparé la désertion de son fils, soldat incorporé à un régiment d'infanterie en garnison à Rastadt. La femme Gutmann s'était rendue dans cette ville et avait remis à son fils des vêtements bourgeois et de l'argent, avec lequel le déserteur avait pris le train pour Bâle. Le tribunal l'a condamnée à cinq mois de prison.

— Le comte Henckel Donnesmarek, grand chambellan de l'empereur d'Allemagne, est arrivé hier matin à Paris, à huit heures cinquante minutes.

Le procès Livraghi au Parlement.

Rome, 11 décembre.

A la Chambre, M. Cefaly développe une interpellation dans laquelle il proteste contre l'acquiescement de Cagnassi et Livraghi, disant que des Arabes inconnus ont servi de bons émissaires pour sauver les vrais coupables.

M. Imbriani interpelle le ministre de la guerre sur la conduite de plusieurs généraux en Afrique ; la cause que l'on discute en ce moment ne flétrit pas l'armée, qui est au-dessus des crimes de quelques malfaiteurs. Il fait l'éloge des publicistes qui ont dévoilé toutes ces horreurs et flétrit ensuite la presse qui a défendu les assassins. (Bruts.)

— Qu'y a-t-il, Lise ? Elle resta muette et il fit un pas vers elle. Alors elle l'arrêta d'un signe, et, lentement, péniblement, comme si elle éprouvait une difficulté à parler :

— Bertrand, dit-elle, j'ai reçu... aujourd'hui... la visite du général Châtenay.

— Il est venu ! s'écria Bertrand. Et... vous n'avez pas cru ?... Vous savez, Lise, que j'ignorais cette démarche... Vous savez que je l'aurais empêchée, si c'eût été en mon pouvoir ?

— Je sais... oui... je sais... Bertrand, j'ai un poids trop lourd de chagrin sur le cœur pour y ajouter rien d'imaginaire. Dites-moi... Est-ce vrai que notre mariage serait acheté au prix de votre avenir... de votre carrière... et que, pourtant, vous avez songé à me faire ce sacrifice ?... Oh ! Bertrand... mon Bertrand ! que je suis fière de vous... de votre cœur si tendre... si noble... de votre généreux dévouement !

— Ma chère Lise !

Il fit un mouvement pour se rapprocher d'elle ; elle l'arrêta encore du geste. Ils étaient debout, l'un devant l'autre, séparés par la largeur de la table, et elle s'appuyait toujours au fauteuil vide, où l'ombre seule de son père mort la défendait désormais, dans l'écroulement de tout autour d'elle. D'une voix toujours plus basse et plus douce, où se concentraient toute son infinie tendresse, elle reprit :

— Laissez-moi vous dire combien je vous sais gré, quelle reconnaissance je porte en mon cœur, et qui vivra autant que moi. Laissez-moi vous dire combien je vous aime !... Vous ne l'avez jamais su encore !... Il faut que vous connaissiez enfin, avant de la quitter, celle que vous aviez choisie.

— Vous quitter ?... Non, Lise ! La famille, le monde peuvent vous repousser... Qui peut nous empêcher de nous aimer ?

— Oui, certes, nous nous aimerons, reprit-elle avec un accent de fervente passion... Seulement, mon ami, il nous faudra vivre séparés.

— Non, je ne puis !... je ne veux pas de séparation,

FEUILLETON DE LA GAZETTE

13

AMOUR DE JEUNE FILLE

par M^{me} E. CARO

Plus récemment, un de ses camarades de Saint-Cyr s'était épris de la fille d'une certaine baronne de Roilly, fort suspecte de vivre de la reconnaissance d'un riche banquier ; on avait commencé par s'indigner :

— On n'épouse pas mademoiselle de Roilly ! Et ceux-là mêmes qui avaient protesté s'étaient fait présenter chez elle des premiers ; toutes les portes étaient ouvertes à la jeune et jolie femme de son ami.

— Pourquoi serait-on plus sévère pour Lise ? Elle est aussi belle... Serait-ce que j'ai moins de courage ou moins d'amour ?

Il était triste, énervé, quand il arriva chez Lise. Madame Danny, debout, allait et venait avec agitation. Je ne sais qu'un inquiet vacillait dans son regard.

Elle vint au-devant de Bertrand, et lui saisit les mains avec effusion :

— Merci, ah ! merci, sans qu'il pût savoir à quoi s'appliquait le remerciement, et presque aussitôt elle ajouta : Maintenant, mes enfants, à quand la noce ?

Elle répéta plusieurs fois ces mots : « A quand la noce ! » de plus en plus tristement, et finit par pleurer en cachant son visage dans son châle...

Un échange rapide de regards navrés fut toute la réponse, suivi d'un silence tragique.

— Mon père m'a écrit, dit enfin Bertrand d'une voix triste et basse.

— Il me repousse ?

— J'espère encore le fléchir... Vous savez combien je vous suis attaché, Lise !

— Je le sais... jamais je ne douterai de vous, Ber-

trand.

— Vous avez raison... je n'ai qu'une parole. A peine eut-il prononcé ces mots qu'il les regretta, tant fut vive la souffrance qui se refléta sur la figure de Lise...

— Si cependant, dit-elle d'une voix entrecoupée, vous veniez à regretter... si le fardeau vous semblait trop lourd, il faudrait... oui... il faut...

Un geste douloureux acheva ce qu'elle ne pouvait dire ; tous ses membres tremblaient, ses lèvres aussi tremblaient... Il ne put supporter la vue de cette douleur :

— La vie est dure pour nous, ma bien chère... Mais ayez confiance... Je mérite, je vous le jure, que vous ayez confiance !

Les doigts entrelacés, ils s'attachaient l'un à l'autre comme des avarès à leur trésor :

— A demain ! dit-elle, quand ils se séparèrent.

Avec un ferme accent, il répondit :

— A demain et à toujours !

Deux semaines s'étaient écoulées depuis le verdict qui les avait foudroyés, lorsqu'un matin Bertrand fut mandé chez le général ; il s'y rendit aussitôt, agité de pressentiments.

Après quelques détours, quelques questions relatives au service, le général aborda directement la question :

— On m'assure, capitaine, que vous continuez à voir fréquemment mademoiselle Danny chez sa mère ; je vous sais trop galant homme pour compromettre une jeune fille si digne de compassion et si peu défendue... Je dois conclure que vous persistez dans vos projets de mariage ?

— En effet, mon général, je persiste...

— Malgré le scandale de cet abominable malheur de famille ?

— Malgré tout, mon général... J'en suis au désespoir... Mais cette jeune fille n'est coupable en rien... Elle n'a pas mérité... et j'ai donné ma parole...

— Permettez... Vous avez donné votre parole avant un événement qui change du tout au tout la

CONFÉDÉRATION SUISSE

Le cas de M. Ruffy.

Berne, 11 décembre.

Comme j'ai dû vous le mander par télégramme, il n'était question ce matin, au Palais fédéral, que du cas de M. Ruffy. Il intéresse trop vos lecteurs pour que je puisse ne pas vous en écrire.

Depuis plusieurs mois déjà M. Ruffy s'est aliéné la population de Berne. Cela remonte, dit-on, à des propos inconsiderés tenus par M. Ruffy cet été. Je ne connais pas les détails et ne m'y arrête pas.

Les Bernois n'aiment pas qu'on leur manque d'égards. Cependant, on avait fait silence, lorsque sont survenus les débats à propos de l'achat du Central et le discours prononcé par M. Ruffy aux Trois-Suisse, à Lausanne, contre M. le président Welti. M. Welti est très aimé à Berne, qu'il habite depuis vingt-cinq ans. Il y est universellement considéré et respecté, non seulement comme premier magistrat de la Confédération, mais comme citoyen. M. Welti s'est toujours beaucoup intéressé, en particulier, aux écoles bernoises; il fait partie du conseil du gymnase cantonal. Un jour même, allant au Palais fédéral, et passant devant le collège, il vit une troupe de garçons qui s'amusaient aux abords du bâtiment. Le maître de grec était malade et les élèves passaient le temps à jouer aux billes. M. Welti rassembla la classe, la fit rentrer et lui donna la leçon en lieu et place du professeur absent. Cela pour vous dire que M. Welti n'a pas demeuré à Berne, pendant un quart de siècle, en étranger et que la population de la ville fédérale lui est très attachée.

Les attaques de M. Ruffy, détonant sur le concert général de sympathies et de regrets qui s'est élevé dans toute la Suisse à la nouvelle de la démission du président de la Confédération, ont donc affecté très vivement les Bernois. On s'est rappelé les incidents du mois d'août et la jeunesse — cet âge est sans pitié — a résolu de donner à M. Ruffy un charivari. Un comité d'initiative s'est constitué instantanément, composé d'étudiants, de gymnastes, de tireurs et d'autres corporations de jeunes gens; on avait projeté une grande manifestation qui devait réunir 2000 participants, sans compter le concours de la population qui s'y fût probablement associée, en partie du moins, tant l'irritation est vive.

Heureusement, le projet parvint aux oreilles des députés bernois à l'Assemblée fédérale, de M. le colonel Muller, syndic de Berne, de M. Scherz, directeur de la police, de M. Stockmar, conseiller d'Etat, de M. Schenk, conseiller fédéral, etc. Ils mirent aussitôt tout au œuvre pour empêcher le scandale. Il eût été certainement très grand, étant donnée l'immunité parlementaire dont M. Ruffy jouit en cours d'une session de l'Assemblée fédérale et la protection spéciale que les autorités bernoises, cantonales et municipales, doivent aux représentants du peuple suisse et des cantons qui se réunissent à Berne pour discuter les intérêts généraux de la Confédération. Il n'est absolument pas admissible que ces magistrats soient exposés à des quolibets publics ou à des manifestations populaires hostiles. Les autorités bernoises l'ont aussitôt compris et le charivari a été interdit. Afin d'empêcher toute infraction aux convenances, un parcours spécial a été imposé au cortège aux flambeaux qui ira ce soir, solennellement, faire une sérénade à M. le président Welti. Au surplus, on a ajourné les séances du Conseil national à lundi, en sorte que M. Ruffy ne sera pas retenu ce soir à Berne.

Mais, quelques mauvais plaisants, empêchés de donner suite à leurs bruyants projets, ont voulu pourtant qu'il en restât quelque chose. Ce matin, les passants ont vu affichés un peu partout, un grand placard, bordé de noir, avec, sous une grande croix noire, ces mots: « Le charivari à M. Ruffy n'aura pas lieu, ensuite d'intervention supérieure. »

La police s'est aussitôt mise en campagne pour lacérer cette affiche importune. A 9 heures, il n'en restait guère plus qu'une seule entière: un député zurichois avait réussi à la sauver de la destruction officielle et la montrait discrètement à ses amis dans les couloirs du Conseil national, tandis que, dans la salle, M. le Dr Joos discutait gravement, au milieu

médiocres et vulgaires, qui avaient fini par revêtir une sorte de charme à ses yeux, reflet de la beauté et de l'exquise douceur de Lise. Il ne pouvait s'en arracher. Et pourtant quand, les yeux en larmes, il sortit de la triste maison noire où il laissait derrière lui cet amas d'infortunes, il lui parut que l'air avait une pureté inaccoutumée et qu'un vent plus léger chassait les nuages au ciel avec un souffle de printemps.

Lise, réfugiée dans l'étrange spirale de l'escalier, écoutait, frémissante, oppressée, tous les bruits d'en bas; elle entendait Bertrand l'appeler, suppliant; elle l'entendait sortir, et quand la porte se referma lourdement derrière lui, il lui sembla qu'on scellait sur elle la pierre de son tombeau. Elle gravit, en trébuchant, les dernières marches; elle courut dans sa chambre, et, sans souci d'être vue dans le désordre de son désespoir, elle ouvrit la fenêtre et se pencha pour l'apercevoir une fois encore... Il avait déjà disparu. Alors, sa force l'abandonna; elle s'abattit sur les genoux et, les bras tendus dans le vide, elle appela Bertrand.

— Reviens!... Je t'aime... Je ne puis vivre sans toi... Oh! mon ami, mon seul, unique ami!... C'est toi, mon Dieu! je ne puis supporter cela, c'est toi! Une violente crise nerveuse tordait ses membres; elle roula, sans conscience d'elle-même, sur le plancher, meurtrissant son front et ses mains avec des cris étouffés, des sanglots sans larmes, des adjurations passionnées...

Puis le sentiment lui revint; elle se releva lentement, humiliée, brisée, rattacha ses cheveux dénoués et ses regards, comme éblouis de douleur, erraient autour d'elle sans voir. Ils s'arrêtèrent sur la petite Vierge de plâtre, sur ses mains abaissées vers elle... Elle chercha dans sa mémoire une prière, dans son cœur raidi un bon mouvement de soumission ou de pitié. Tout n'était que révolte et ténèbres et torture. Elle secoua la tête en répétant: « C'est trop! » et elle leva les yeux vers le Christ suspendu en face d'elle et dit encore: « C'est trop! Je ne peux pas le supporter. »

de l'inattention générale, la question de savoir si dorénavant il sera permis en Suisse aux Israélites d'abattre leurs bouefs comme ils ont coutume de le faire depuis Moïse.

Pendant toute la journée, on a vu, dans les rues de Berne, des groupes stationner devant les lieux d'affichage; on se montrait du doigt la place où quelques lambeaux de papier figuraient le placard interdit. Ce soir, à l'heure de la bière, on n'a parlé que de cela dans toutes les brasseries de la ville.

On ne peut évidemment que louer les autorités bernoises de l'empressement qu'elles ont mis à étouffer une manifestation qui eût pu avoir de désagréables conséquences.

Vos lecteurs peuvent d'ailleurs se rassurer. Il n'y a à Berne aucune animosité contre les Vaudois. Vos concitoyens, très nombreux ici, vivent avec la population dans les meilleurs termes.

Nous n'avons qu'un mot à ajouter à ce qu'on vient de lire.

Il est très heureux, en effet, que la manifestation des étudiants et de la jeunesse de Berne ait pu être connue et empêchée avant qu'elle ait eu lieu. Elle eût pu justifier des réclamations officielles et compromettre, peut-être, les excellentes relations qui existent entre les deux cantons confédérés de Berne et de Vaud.

Les autorités bernoises ayant agi si prestement, l'incident est et demeure tout personnel.

Pour que nos lecteurs sachent ce qui se dit à Berne nous reproduisons ici deux extraits de la *Berner Zeitung*, organe du parti gouvernemental bernois:

La profonde irritation contre M. Ruffy est générale à Berne et pénètre dans toutes les classes de la population. Quoique nous comprenions et partagions ce sentiment, nous engageons cependant nos lecteurs, de la façon la plus pressante, à ne pas l'exprimer d'une manière qui pourrait créer des embarras aux autorités de la ville ou du canton et nuire au bon renom de la ville fédérale.

(Suit le récit des faits qu'on vient de lire.)

Il est bon qu'on ait renoncé au charivari. Abstraction faite du conflit avec la police, une pareille démonstration eût pu nuire à l'ovation solennelle que notre jeunesse universitaire se propose de faire ce soir à M. le président Welti, laquelle eût perdu ainsi en dignité et en solennité.

Il est du reste à désirer qu'on s'abstienne aussi de toute autre manifestation contre M. Ruffy; elle ne pourrait nuire à la ville de Berne et fournir des armes à ses ennemis.

M. Ruffy est jugé. Cela suffit.

L'immunité parlementaire doit, en tout cas, être respectée.

On écrit au même journal, sous le titre: *Welti et Ruffy*:

Permettez-nous de remettre en mémoire, non seulement des Bernois, mais de tout le peuple suisse, les faits suivants, qui caractérisent, mieux que toute autre chose, la conduite de M. Ruffy à l'égard de l'éminent et respecté M. Welti.

Feu M. le conseiller fédéral Ruffy, père du député actuel au Conseil national, est décédé à Berne le 27 décembre 1869 et a été inhumé à Lutry, trois jours après, conformément au vœu qu'il avait exprimé. Au bord de la tombe, M. Welti, alors président de la Confédération, prononça un discours et, suivant le compte-rendu du *Journal de Genève*, du 1^{er} janvier 1870, s'exprima ainsi:

« Ensuite, M. le président de la Confédération, Welti, qui a parlé en langue allemande, a insisté à son tour sur ce fait que la perte que venait d'éprouver le canton de Vaud n'était pas moins sensible à toute la Confédération; il a montré de la manière la plus émouvante tous les regards des citoyens suisses, dans toutes les villes et les vallées du pays, dirigés en ce moment sur le modeste cimetière de la petite ville de Lutry qui allait recevoir la dépouille d'un grand citoyen. »

M. Welti a relevé dans la carrière politique de M. Ruffy et dans ses relations avec ses collègues, après avoir fait l'éloge de ses talents, de son intelligence, de sa remarquable fermeté, un trait essentiellement distinctif de son caractère, et qui aurait pu, au premier abord, ne pas paraître s'accorder avec ceux que nous venons d'indiquer: c'est son côté aimable et doux, toujours prêt à la conciliation; M. Welti a résumé ses impressions à cet égard en disant qu'il n'avait jamais eu et ne pouvait pas avoir eu d'ennemis.

En terminant son discours, M. le président de la Confédération a engagé tous les citoyens suisses qui l'entouraient à prendre sur cette tombe l'engagement d'imiter les nobles exemples donnés par celui qui venait d'y descendre, et de ne jamais passionner les discussions politiques qui peuvent s'emparer des esprits, jusqu'à ce point qu'elles aient pour résultat des haines et des rancunes préjudiciables avant tout au bien de la patrie commune. »

Une contraction de la poitrine l'étouffait; elle eut peur d'une nouvelle crise nerveuse dans cette maison funeste, dans ce désert horrible; elle eut peur d'elle-même, de ses pensées, et, jetant sur sa tête un chapeau, elle descendit.

Devant la chambre où depuis le matin, sa mère, sous la garde de Françoise, tantôt gémissait, tantôt riait sans cause, elle détourna la tête, prise d'une sorte d'horreur; elle était saturée de souffrances. S'élançant dans la rue, elle sortit de la ville, courant plutôt qu'elle ne marchait avec une hâte de fuir... Jamais elle n'était sortie sans être accompagnée, et l'idée de se trouver seule en pleine campagne eût autrefois épouvanté sa timidité.

Tout lui était, à cette heure, indifférent; elle n'était plus cette Lise craintive qu'un souffle déconcertait. Elle portait en elle une insensibilité dure pour tout ce qui n'était pas la blessure saignante de son cœur... Qu'avait-elle de plus à redouter? Cependant la rapidité du mouvement, la vive fraîcheur de l'air apaisaient ses nerfs; la fièvre du cerveau lentement tombait. Elle promena autour d'elle un regard étonné, comme si elle se fût trouvée transportée en un monde nouveau, et tout était nouveau pour elle en effet: pendant ses longs jours d'angoisse et de misères, le printemps était venu; il éclatait de toutes parts en fleurs et en parfums. Dans les jardins maraichers autour de la ville, les arbres fruitiers disparaissaient sous la profusion des touffes épanouies, roses et blanches, et sur les larges palmes dentelées les marronniers élançaient leurs sveltes girandoles fleuries.

A travers la frondaison moussueuse apparaissaient, légères et enchevêtrées, les fines ramures des peupliers; leurs petites feuilles, encore froissées par la dure pression du bourgeon, se déplaçaient en répandant une odeur de baume qui se mêlait dans l'air à la senteur plus suave des chaînes du saule. Une multitude de fleurettes dressaient la tête au bord des fossés; jusque sur la poussière charbonneuse du chemin, sur toutes les nudités du sol, les difformités

M. Ruffy, fils, avait alors seize ans environ. C'est dire qu'il était à l'âge où les impressions son vives. Il doit avoir écouté M. Welti ou du moins avoir relu plus tard le discours de ce magistrat.

Quel contraste entre les nobles et patriotiques paroles de M. Welti et les propos que M. Ruffy a tenus vendredi dernier, aux Trois-Suisse, à Lausanne.

Il n'est pas nécessaire d'ajouter des commentaires. Sans distinction de partis, le peuple suisse jugera.

ASSEMBLÉE FÉDÉRALE

Séance du 11 décembre 1891.

Conseil national.

La séance presque toute entière est encore consacrée à la question de l'abattage du bétail suivant le rite juif.

MM. MERKLE et SUTER font des propositions tendant à admettre le recours des cantons de Berne et d'Argovie moyennant certaines réserves.

MM. THÉRAULAZ, JOOS, MULLER (Sumiswald), STETTER et GRIESBACHER prennent encore la parole.

En votation finale, par 83 voix contre 43, le recours est rejeté conformément à la décision du Conseil des Etats et à la proposition de la majorité de la commission.

M. SWEISSER rapporte sur la gestion du monopole des alcools. Les propositions de la commission sont acceptées sans incident.

La séance est levée à midi trois quarts et le conseil s'ajourne à lundi, à 3 heures.

Conseil des Etats.

Loi sur la chasse.

La discussion de la loi sur la chasse est reprise à l'article 4 relatif aux époques d'ouverture et de fermeture.

La commission propose de fixer l'ouverture de la chasse au 15 septembre et la fermeture de la façon suivante: 30 novembre pour la chasse générale; 10 octobre pour le chamois, le cerf et la marmotte; 15 décembre pour la plume; 31 décembre pour les cantons qui ont le système des chasses affermées.

Un très long débat s'engage sur ce sujet.

A la votation, les propositions de la commission sont adoptées par 16 voix contre 15.

Les traités de commerce.

Le texte des traités de commerce avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie est publié par la *Feuille officielle du commerce*. Les traités doivent entrer en vigueur le 1^{er} janvier et durer obligatoirement douze ans. Le tarif conventionnel pour l'importation en Suisse est le même pour l'Allemagne et pour l'Autriche-Hongrie. Il y a en revanche deux tarifs distincts pour l'exportation.

Voici quelques-uns des droits les plus importants à l'importation:

Eaux minérales, fr. 1.50; allumettes chimiques en bois, 25; charbon de bois, 0.10; meubles bruts, 10; meubles peints, 15; meubles polis, 25; meubles sculptés, 38; vannerie grossière, 8 et 12, broderie grossière, 25; chaussures grossières, 40; chaussures fines, 6; gants de peau, 150; livres, 1; pianos, 30; horloges, 20; vélocipèdes, 70; plomb laminé, tôle, 1.50; coutellerie, 40; cuivre, 3; or et argent en feuilles, faux, 30; nickel, 7; orfèvrerie, 20; beurre frais, 7; beurre fondu, salé, margarine, 10; œufs, 1; viande de boucherie fraîche, 4.80; viande salée, 6; volaille vivante, 6; charcuterie, 20; fruits exempts; raisins de table, 3.50; fruits secs, 2.50; céréales non perlées, 0.30; céréales perlées, 2; succédanés du café, 6; fromages, 4; soupes condensées, 20; vins en fûts 3.50; lingerie, papier, 40. Coton: tissus uns 10 et 20; tissus blancs, teints, imprimés, 40 et 45; brillants, 30 et 45; feutres, 40; couvertures, 40 et 55; couvertures, 25 et 40; blanchis, 25, 40 et 55; confections, 25 et 60. Confection coton, 65; confection laine et mi-laine, 105; bonneterie coton, 60; bonneterie laine, 75. Bonnets, 15; vaches, 12; jeunes bêtes, 12; veaux, jusqu'à 60 kilos, 5; porcs, jusqu'à 60 kilos, 6; moutons, 0.50. Poteries communes, 3.

Exportation en Allemagne. — Des abaissements importants sont accordés sur les cotonnades. Ouvrages en fer communs, 2.50 et 3 marcs. Aluminium pur, exempt. Or laminé, 100 fr. Monnaies de poche, la pièce: avec boîtes or, 0.80; avec boîtes argent, 0.60; avec boîtes d'autres métaux, 0.40. Boîtes sans mouvements, 0.40. Livres et imprimés, exemptes. Beurre, 16 fr.; fromages 15 et 20 fr.; farine lactée, 50 fr.; chocolat, 80 fr.; lait, exempt. Tauxaux, 9 fr.; bonnets, fr. 25.50; jeune bétail, 5 fr.; veaux, 8 fr.

Exportation en Autriche-Hongrie, en florins: Fromage pâte dure, 5; cacao et chocolat, 45; lait condensé, 20; tresses de paille, 2; monnaies de poche, boîte or, 1; boîte argent, 0.60; boîtes sans mouvement, or, 0.70; boîtes argent, 0.20; mouvements, 0.30.

Hier a eu lieu à Berne une réunion du comité de la Société intercantonale des industries du Jura, de M. Droz et de députés de Neuchâtel et de Genève.

M. Droz a donné des renseignements sur la question des traités de commerce. Il résulte de cette communication qu'il faut s'attendre à voir appliquer de part et d'autre sur la frontière française, à partir du 1^{er} février, les droits les plus élevés des tarifs généraux.

La « Société des industries du Jura » demande que, conformément aux réserves faites au procès-verbal du Conseil national lors de la discussion du tarif général des douanes, les droits à l'importation sur les

des branches, l'interissable splendeur du jeune printemps jetaient sa frissonnante parure. Cette renaissance prodigieuse et cette allégresse caressaient les regards soufflés de la triste abandonnée. De tous les buissons sortait un intarissable gazouillis d'oiseaux agités dans une mélodie joyeuse. La nature menait son inexorable fête, insouciant de la peine des êtres, éternelle par-dessus tout ce qui tombe et périt.

Lise s'aperçut qu'elle se trouvait sur ce chemin de hallage où elle avait fait sa dernière promenade avec Bertrand, si sûrs d'eux-mêmes alors et de l'avenir... Cette fête du printemps, cette fête d'avril fleuri, devait encadrer celle de leur mariage. Elle aussi devait porter sa gerbe de fleurs blanches, sa couronne immaculée; cette image de parure nuptiale fondait subitement ce qu'il y avait en son âme de tendu et d'ardie; la dureté révolue de son cœur se rompit en un torrent de pleurs. Assise sur une pierre, le front dans ses mains, elle épuisa longuement l'amer bienfait des larmes. Sa pauvre jeune âme, épuisée par une suite d'émotions extrêmes, surexcitée par un déploiement d'excessive énergie, par l'effort surhumain de son immolation volontaire, s'abandonna en une douleur enfantine avec des balbutiements et des plaintes.

— Hé!... la belle affligée!... Voulez-vous pas qu'on vous console?

Elle se redressa effrayée; c'étaient, arrêtés devant elle, trois soldats de la garnison qui rentraient au quartier. L'aspect de ce jeune visage noyé, portant les stigmates des grandes douleurs, arrêtés sur leurs lèvres les propos insolents. Ils s'écartèrent avec de gauches excuses; l'un d'eux, un petit blond, trapu, se rapprocha d'un pas pour lui dire:

— Faut pas se désoler tout de même... Voyez-vous, la mort et le chagrin, c'est pour tout le monde; chacun son tour!...

Puis, après une minute d'embarras, ne trouvant rien à ajouter, il rejoignit ses compagnons.

— La mort et le chagrin pour tous?... pensait Lise en le suivant du regard. Consolation farouche!

boîtes de montres soient considérablement relevées. Une commission a été nommée pour l'examen de la question.

Une commission a aussi été nommée pour examiner si l'horlogerie suisse doit participer à l'exposition de Chicago.

Chronique neuchâteloise.

Neuchâtel, 11 décembre.

Dans ma précédente lettre, je vous ai parlé de quelques nouvelles publications neuchâteloises. Laissez-moi vous signaler aujourd'hui diverses nouveautés parues chez Attinger frères et qui méritent l'attention.

L'imprimerie Attinger, qui depuis longtemps a conquis son rang parmi nos meilleurs établissements typographiques, a pris, depuis quelques années, un développement considérable. Elle occupe maintenant un vaste immeuble, où, à côté et au-dessus des ateliers de l'imprimerie, sont installés des ateliers de photographie et de photo-gravure. Plusieurs publications illustrées en sont déjà sorties, et cette fin d'année nous en apporte un petit ballot. Les frères Attinger ont abordé le difficile problème des impressions en couleur, et leurs essais en ce genre méritent d'être encouragés.

C'est ainsi qu'ils nous offrent pour la seconde fois un *Calendrier neuchâtelois*, conçu dans le style du *Calendrier de Munich*, mais, naturellement, transposé selon les exigences locales. M. Maurice Tripet, qui s'occupe de héraldique, a orné chaque page de compositions intéressantes, où figurent les armoiries des communes neuchâteloises, ainsi que celles des maisons qui ont régné sur Neuchâtel; puis les vieilles bannières des « bourgeoisies », et les manteaux aux couleurs éclatantes de nos huissiers à la Diète; une vue de la vieille tour des Prisons, imposante construction burgonde, où se trouvait le beffroi de l'ancien château des comtes de Neuchâtel, et une vue de la Chaux-de-Fonds complétant cet ensemble pittoresque et instructif; c'est une œuvre de piété historique en même temps qu'une très jolie plaquette. Le calendrier de 1892 est en progrès, comme exécution typographique, sur celui de l'an qui va finir, et il prendra place, à côté du *Messenger botaire*, dans toutes les maisons où règne encore le culte du passé.

Les mêmes éditeurs nous offrent trois albums destinés à l'enfance. Ce sont d'abord quatre petits *Contes du chamois Schmid*, illustrés en couleur par Mlle Lucie Attinger. Cette jeune artiste, qui habite Paris, a un crayon plein d'humour et de fantaisie. Elle a illustré aussi une nouvelle édition des *Chansons de nos grands-mères*, recueillies par M. Alfred Godet, et dont la 3^e série vient de paraître. Inutile de recommander à ceux qui sont encore dans l'âge heureux où l'on chante ces ritournelles populaires: *Trois jeunes soldats*; *A Paris, Paris*; *Paro*; *Comptez, qu'as-tu vu?* Chez mon père nous étions neuf filles; le *Petit mari*; le *Prince de Savoie* (que les Vaudois connaissent bien). C'est notre première littérature nationale qui revit dans ses antiques refrains. Ne les désapprenons pas, et que nos enfants les chantent à travers le vingtième siècle!

Je signale enfin un recueil de *Fantaisies à la plume*, par M. H. Sandreuter, album d'une trentaine de pages, également publié par la maison Attinger. Les croquis de l'artiste bâlois ne sont plus des illustrations en couleur, mais, comme le titre l'indique, du blanc et noir. Quelques-unes de ces charges sont tout à fait drôles, avec — le dirai-je? — quelque chose d'un peu gros dans le comique; mais il n'y manque ni la verve ni ce fond d'observation et de réalité sans lequel il n'y a pas de bonne caricature. Les enfants s'en divertiront cordialement, je crois. Il faut d'ailleurs bien peu de chose pour amuser cet âge privilégié, qui sera redevable à la maison Attinger de quelques innocents plaisirs.

NOUVELLES DES CANTONS

NEUCHÂTEL. — Dimanche dernier a eu lieu l'inauguration solennelle du temple de Môtiers. L'après-midi, il y a eu concert dans le nouveau temple, par les sociétés de chant et de musique de la paroisse.

L'individu qui, emprisonné dans la cellule du collège de Cortaillod, y avait mis le feu, ainsi que nous l'avons raconté hier, a succombé à ses blessures.

Est-ce vrai que, chacun à son heure, tous doivent souffrir? Pourquoi?... Pourquoi dans ce cadre éblouissant et doux, où la joie de vivre éclate jusque dans le moindre brin d'herbe, pourquoi la souffrance des êtres?... Pourquoi le juste et l'innocent frappés aussi bien que le coupable? Pourquoi sa mère, Bertrand, elle-même puni autant qu'Arthur? Comme un trait fugué de lumière à travers les ténèbres douloureuses de son âme, se dressa l'image du juste par excellence, du modèle divin expirant dans les tourments pour racheter les pêcheurs... Confusément, elle entrevit un mystère dans la souffrance humaine, mystère de grâce où l'innocent expie pour le coupable, afin que tous un jour soient justifiés... Mais elle avait le cœur trop jeune, trop déchiré, le mal était trop récent, la blessure saignait trop au vif pour qu'elle put accepter sans murmures un sublime renoncement.

— Jésus était Dieu, pensait-elle; moi, je suis faible, sans forces, ni volonté, ni courage... souffrir ainsi est horrible!

Elle reprit lentement le chemin de la ville où l'attendaient, dans le vide de toute joie humaine, la raison vacillante de sa mère, la solitude et la honte.

XV

On croit volontiers qu'après les grandes catastrophes, après les irrémédiables écoulements, toute lutte a cessé et qu'une sorte de repos funèbre enveloppe les victimes. Il n'en est rien; ce qu'il y a de plus rare, — plus rare même que le bonheur, — c'est la paix; le bonheur lui-même suppose l'effort, il en faut pour le garder presque autant que pour le conquérir. Quand on a souffert, chaque jour renouvelle l'amertume des regrets, l'interminable épreuve du souvenir, la renaissance d'espérances insensées. Tant que la vie subsiste, le labeur est sans fin; chaque peine en engendre une multitude d'autres qui s'en déduisent fatalement comme les rejets d'une souche empoisonnée. Il n'y a pas de terre si aride qui ne porte encore sa moisson fatale de ronces et d'épines.

CANTON DE VAUD

Grand Conseil. — Les électeurs des cercles de Lausanne et de Cossonay sont convoqués pour le dimanche 10 janvier 1892, à l'effet de nommer :

A Lausanne, un député au Grand Conseil en remplacement de M. Jules Perrin, décédé ;

A Cossonay, un député au Grand Conseil pour remplacer M. Charles Ecoffey, qui a accepté des fonctions incompatibles.

Administration cantonale. — Parlant de la nomination de M. Louis Gauthier au poste de chef du service des cultes, *Evangelium et Liberté* s'exprime en ces termes :

« C'est la première fois, depuis notre réorganisation ecclésiastique de 1863, que ce poste n'est pas occupé par un pasteur. Peu le pasteur Girard, puis MM. les pasteurs Ch. Archinard, Bauty et Aigroz ont successivement rempli ces fonctions.

La nomination d'un « laïque » ne nous paraît, à première vue, offrir aucun inconvénient. Toutes les affaires essentielles sont surveillées et traitées par la commission synodale et le chef du département : le service des cultes est essentiellement administratif et l'on dit que si l'on n'avait compris dans le travail qui lui incombe tout ce qui concerne l'Université, les Musées et la Bibliothèque cantonale, il y aurait difficilement de quoi occuper un homme seul. Nous croyons donc que le Conseil d'Etat a été bien inspiré en appelant à cette fonction un homme qui, d'après le bien qu'on dit de lui, n'aura point la tentation de sortir du domaine que la loi lui réserve. »

CLARENS. — L'incendie à la Pacresse, dont nous parlions hier, a consumé une maison et une grange appartenant à Mme veuve Barraud, de Planchamp. Le corps de sauvetage de Clarens s'est rendu sur les lieux, mais il est arrivé trop tard : le feu avait fini son œuvre, tout était dévoré, sauf les quatre murs extérieurs. La maison était inhabitable.

BUSSIGNY. — Un incendie s'est déclaré subitement hier à Bremlens vers 6 heures du soir. Un bâtiment appartenant à l'horloge Constantin a été complètement détruit. Le mobilier et le bétail ont été sauvés. Il n'y a heureusement pas d'accident de personnes. Les secours ont été très promptement organisés. Grâce à cela, deux grands bâtiments à proximité de celui qui a été brûlé, ont pu être épargnés.

BONVILLARS. — Le jeune homme de 19 ans blessé le 28 novembre à Bonvillars par la décharge d'un mortier, est mort jeudi matin, à l'infirmerie d'Yverdon. Le tétanos s'était déclaré.

MOUDON (Cort). — La ligne de la Broye paraît avoir la spécialité des locomotives qui ne marchent pas. Jeudi soir, le train de Lausanne, qui passe à Moudon à 8 heures, arrivait en gare vers 9 1/2 heures seulement. Ce retard considérable avait eu pour cause un accident survenu à la machine près de la gare de Chexbres. Fort heureusement les voyageurs en ont été quittes pour la peur, un trajet peu agréable jusqu'à la station et un retard dans leur arrivée chez eux.

ECHELLENS. — M. le pasteur De Loës fera demain dimanche, dans le temple réformé d'Echellens, une conférence sur Félix Naef et son œuvre.

LAUSANNE

Conseil communal. — La séance du Conseil communal, convoquée pour le lundi 14 décembre, n'aura pas lieu.

Paroisse catholique. — M. l'abbé P. Ruffieux, de Bulle, vicaire au Dirlaret (Fribourg), est nommé vicaire allemand de la paroisse catholique de Lausanne. Il remplace M. l'abbé F. Béthune, démissionnaire pour raison de santé.

Jules Perrin. — Nous apprenons que M. François Perrin a remis, en mémoire de son père et en souvenir de leur chef, aux employés de la maison Jules Perrin et fils, un somme de mille francs, en tenant compte dans la répartition de la durée et de l'importance des services de chacun.

Colonies de vacances. — Nous rappelons que l'assemblée générale de la Société des colonies de vacances a lieu ce soir à 5 heures, à l'Hôtel-de-Ville. Toutes les personnes qui s'intéressent à cette œuvre excellente sont invitées à y assister.

Tailleur de pierre. — Les travaux de l'Ecole de chimie et du département militaire viennent d'être terminés. Le *Griffon* annonce que pour témoigner sa satisfaction, le Conseil d'Etat a fait remettre à titre de gratification une somme de trois francs à chaque ouvrier tailleur de pierre.

Théâtre. — La comédie très moderne et très amusante de Blum et Toché, les *Femmes nerveuses*, a été fort agréablement jouée jeudi. Il faut citer, parmi ses meilleurs interprètes, M. Monplaisir, M. Alphonse Scheler et Mme Baitig.

Le *Klepté*, enlevé avec entrain et gaieté, a fait un vil plaisir et a été très applaudi.

Demain, dimanche, les *Deux orphelins*, de D'Ennery, un drame très vieux mais fort habilement charpenté et qui a toujours un grand succès de larmes.

La grande Maraine

On nous écrit :

Depuis plusieurs années on trouve sur le marché de Lausanne une espèce nouvelle de poisson qu'on prendrait volontiers pour la fêra, mais qui s'en distingue néanmoins à l'examen par les formes plus arrondies du dos et du ventre, par un corps plus trapu, des écailles plus grosses et d'une teinte d'un jaune rougeâtre, ressemblant parfois à celles des carpes. Ce qui le distingue surtout de la fêra, c'est sa taille ; on trouve souvent des sujets d'un poids moyen de 2 à 3 livres.

Après avoir soumis plusieurs exemplaires de ce poisson à un examen approfondi, je me suis convaincu que nous avons réellement affaire à un poisson nouveau, une troisième espèce de corégone du Léman : la grande Maraine.

Ce poisson a été introduit dans le lac il y a dix ans, à l'état d'alevins. En 1881, par les soins de MM. Chatelet, Lugin, du soussigné et de quelques pêcheurs d'Ouchy, 5000 alevins de grande Maraine furent jetés au lac. Les œufs, reçus d'Allemagne, avaient été généreusement offerts à la Confédération par l'entremise de M. de Claparède. La Confédération les avait remis au canton de Vaud qui leur avait fait subir la période d'incubation à l'établissement de Roveray. C'est de là qu'on les a transportés au lac.

L'année suivante, au mois de mars 1882, on effectua une seconde mise à l'eau de 9000 alevins à environ 3 kilomètres au large d'Ouchy. Pendant les deux opérations, le temps était beau et le lac calme ; les alevins, âgés de trois semaines, étaient en pleine vitalité. Une fois lancés à l'eau, ils avaient l'air de se y plaire et on les voyait se disperser en cherchant à atteindre les profondeurs.

Pourquoi ne retrouverions-nous pas aujourd'hui les mêmes sujets, réduits de dix ans, et peut-être d'autres, de générations ultérieures, provenant de cette phalange de 1882 ? Nous constatons que les auteurs de cet essai d'acclimatation ont pleinement réussi. Les nouveaux habitants du Léman se sont naturalisés dans des conditions favorables. Il paraît même certain, à en juger d'après le nombre des sujets adultes qu'on trouve sur notre marché, que les Maraines se sont déjà reproduites bien des fois.

J'ai pu constater que le frai de la Maraine précède beaucoup celui de la fêra ; elle doit frayer au mois de janvier, tandis que la fêra fraye à fin février ou en mars. Il est probable aussi que les Maraines pourront devenir plus grandes encore ; peut-être atteindront-elles le double de leur taille actuelle, comme leurs ancêtres de la Poméranie. Dans les parages où on le pêche, la population saumonnière estime comme moi qu'il y a là un nouveau poisson ; depuis quelque temps déjà, les pêcheurs l'appellent la « fêra des Allemands ». Je ne doute pas que cette fêra ne soit bientôt aussi recherchée chez nous qu'elle l'est dans l'Allemagne du Nord.

H. G.

DERNIER COURRIER

L'interpellation Hubbard.

Paris, 11 décembre.

On raconte un incident qui se serait produit mercredi au Sénat, au cours du débat auquel a donné lieu l'interpellation de M. Dide. A la suite du discours de M. Fallières, un grand nombre de membres du parti républicain avancé, déplorant les déclarations pacifistes de la garde des sceaux, se sont groupés autour du banc ministériel et ont déclaré au président du conseil qu'il leur était impossible, dans ces conditions, de voter l'ordre du jour Ranc, tel qu'ils l'avaient précédemment adopté, et qu'ils en retrancheraient le passage suivant : « Le Sénat, confiant dans les déclarations du gouvernement, etc. »

En même temps, deux ministres, MM. Ribot et Bourgeois, déclaraient à M. de Freycinet, que, si la politique religieuse du gouvernement devait être telle que M. Fallières l'avait définie, ils se verraient obligés de donner leur démission pour ne pas s'associer à ce qu'ils considéraient comme une abdication devant les prétentions cléricales.

C'est en présence de ces manifestations que M. de Freycinet, jugeant nécessaire d'accentuer la politique du gouvernement, monta à la tribune et prononça le discours véhémentement anti-cléricale dont le Sénat a voté hier l'adhésion.

Le bruit court que M. Fallières serait résolu, à l'issue du débat à la Chambre, à remettre son portefeuille. Cette démission resterait individuelle.

Je vous donne ces renseignements sous toutes réserves. Mais ils font aujourd'hui quelque bruit dans les milieux parlementaires.

Paris, 11 décembre.

Les ministres se sont réunis exceptionnellement en conseil de cabinet, ce matin, sous la présidence de M. de Freycinet.

Ils ont définitivement arrêté le sens des déclarations que fera le gouvernement en réponse à l'interpellation de M. Hubbard sur l'attitude du clergé. Ces déclarations seront identiques à celles qui ont été portées à la tribune du Sénat. Le gouvernement se maintiendra sur le terrain du Concordat. Il se déclarera disposé à la fois à respecter ce contrat et à exiger des évêques le respect des lois.

Si on l'invite à déposer un projet sur les associa-

tions, le gouvernement répondra qu'il y a un an qu'il a promis de déposer ce projet, qu'il en effectuera le dépôt dans la session prochaine, mais il ajoutera qu'en aucune façon il ne considérera ce projet comme la préface de la séparation des Eglises et de l'Etat.

Paris, 11 décembre.

Une réunion radicale propose l'ordre du jour que voici :

La Chambre, résolue à faire respecter par le clergé les droits du pouvoir civil et les lois de la République, invite le gouvernement à présenter, à bref délai, les lois préparatoires de la séparation des Eglises et de l'Etat.

Cette proposition est signée par une trentaine de députés radicaux : Clémenceau, Maun, Pelletan, Tony Réville, Barodet, etc.

En outre, M. Pichon propose la loi suivante :

Article 1^{er}. — Le gouvernement de la République est invité à dénoncer la convention passée entre le gouvernement français et le pape Pie VII, à la date du 26 messidor an IX (15 juillet 1801).

Art. 2. Il est invité en outre à déposer, dans le plus bref délai possible, en vue du nouveau régime à intervenir pour la réglementation des rapports entre les Eglises et l'Etat, un projet reposant sur les bases suivantes :

Suppression du budget des cultes ; liberté d'association avec garanties contre la propriété de malmortes ; dissolution des congrégations constituées en dehors des principes du code et des stipulations des lois.

Cette proposition est signée par 35 membres radicaux.

Paris, 11 décembre.

A la Chambre, M. Floquet préside.

Affluence énorme aux tribunes et aux galeries. La tribune diplomatique est remplie. La Chambre est au grand complet. MM. de Freycinet, Fallières, Ribot, Constans, Rouvier, Bourgeois, Yves Guyot, Etienne sont au banc des ministres.

L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation de MM. Hubbard, Ricard (Côte-d'Or) et Turrel, sur les récentes manifestations ultramontaines des évêques.

M. Déroulade, qui est aujourd'hui en veine de bons sens, propose la question préalable.

« Tout le monde, dit-il, serait d'accord pour voter l'ordre du jour du Sénat, qui tend, au fond, à maintenir le Concordat. Qu'importe qu'on enveloppe le fruit d'amertume, pourvu que le fruit nous reste ? A quoi bon refaire des discours qui ont été mieux faits par l'abbé Maury, par Mirabeau, par Robespierre. (Bruit à gauche.) Mettons : « qui sont supérieurs à ceux de Mirabeau, de l'abbé Maury et de Robespierre. » (Rires à droite.) Ce débat, c'est l'autre du lion : on voit par où l'on y entre, et non par où l'on en sort. Prenez garde, par des débats inutiles, d'agiter et d'irriter le pays. (Exclamations à gauche.) Ce débat ne fera autre chose que de poser la question entre les francs-maçons et les tolérants catholiques. Vous allez parler pour parler. (Applaudissements à droite.) Moi, ajoute M. Déroulade, je parle pour que vous ne parliez pas, et je vous invite à la conciliation du silence. Pourquoi ne pas commencer par où l'on finira certainement ? »

La question préalable est repoussée par 374 voix contre 133.

M. Hubbard a la parole. Il refait longuement l'histoire de l'affaire Gouthu-Soudard, tonne contre les évêques et les empiétements du clergé et termine en proposant l'ordre du jour de l'extrême gauche, cité dans une dépêche précédente.

M. Fallières, garde des sceaux, ministre des cultes, a la parole.

Est-il vrai que le cabinet a abandonné à vau-l'eau la direction du personnel du clergé, qu'il n'a pas été assez ferme et n'a pas su faire respecter les lois de notre pays ? Le ministre répond par le récit des faits.

Il rappelle comment se sont produites les protestations et les adhésions du haut clergé. Des individualités étrangères à la religion ont procédé, vis-à-vis de ses membres, à des sommations, à des menaces. Vingt-sept d'entre eux ont su résister. (Bruit à droite.)

On accuse l'archevêque de Bordeaux de s'être prononcé d'une façon indirecte. C'est, a-t-on dit, un républicain. Le garde des sceaux n'en sait rien.

M. Clémenceau. — Lui non plus.

En tout cas, continue M. Fallières, c'est un prêtre dans la noble acception du mot ; c'est un homme au cœur chaud, (Exclamations et rires à gauche) et à la plume parfois un peu trop vive. Le ministre lui a demandé des explications, mais sa lettre s'est croisée avec une lettre de l'archevêque de Bordeaux qui lui déclarait qu'il n'avait pas écrit à l'archevêque d'Aix et lui expliquait sa lettre pastorale. Ces explications très dignes auraient suffi au garde des sceaux sans les statuts dont a parlé M. Hubbard. Au sujet de ces statuts et de cette association, le ministre lui a écrit une nouvelle lettre lui faisant connaître que la constitution d'une telle association serait une infraction aux lois du pays. Il attend la réponse.

M. le comte de Kergolay. — Avez-vous adressé une lettre pareille aux francs-maçons ?

M. le garde des sceaux. — Il ne s'agit pas de la franc-maçonnerie, je ne suis pas franc-maçon et je ne puis vous répondre.

M. le président Floquet. — Moi je le suis, et je puis répondre que la franc-maçonnerie est depuis longtemps autorisée.

M. le comte de Bernis. — Autorisée par vous !

M. le comte de Bernis. — Autorisée par vous !

M. le comte de Bernis. — Autorisée par vous !

M. le comte de Bernis. — Autorisée par vous !

M. le comte de Bernis. — Autorisée par vous !

M. le comte de Bernis. — Autorisée par vous !

M. le comte de Bernis. — Autorisée par vous !

M. le comte de Bernis. — Autorisée par vous !

M. le comte de Bernis. — Autorisée par vous !

M. le comte de Bernis. — Autorisée par vous !

M. le comte de Bernis. — Autorisée par vous !

M. le comte de Bernis. — Autorisée par vous !

M. le comte de Bernis. — Autorisée par vous !

M. le comte de Bernis. — Autorisée par vous !

M. le comte de Bernis. — Autorisée par vous !

M. le comte de Bernis. — Autorisée par vous !

M. le comte de Bernis. — Autorisée par vous !

M. le comte de Bernis. — Autorisée par vous !

M. le comte de Bernis. — Autorisée par vous !

M. le comte de Bernis. — Autorisée par vous !

M. le président. — Autorisée notamment par le pape Pie IX qui en faisait partie. (Exclamations à droite. Vifs applaudissements à gauche. Bruit prolongé.)

M. de Bernis, debout. — C'est une infamie ! M. de Baudry d'Asson, debout également. — C'est un abominable mensonge !

On applaudit ironiquement à gauche. MM. de Bernis et de Baudry d'Asson, que M. Dugué de la Fauconnerie cherche en vain à calmer, continuent, l'un à côté de l'autre, leurs vociférations en gesticulant.

M. le président. — Il n'y a pas de remède, au moins dans le règlement, pour des accès de cette nature. (Applaudissements et rires.)

M. le président. — Vous avez proféré une calomnie. M. le président. — Vous, M. Freppel, je vous rappelle à l'ordre avec inscription au procès-verbal.

M. de Mon. — Oui, c'est une indignité calomnie. (Agitation. Voix à droite : il faut que le président s'explique.)

M. Paul de Cassagnac se lève et se crispe les bras en menaçant le président du regard. (Tumulte.)

M. le président. — Croyez-vous que vous me faites peur ?

M. de Cassagnac. — Vous avez proféré une accusation mensongère, je vous défie de m'appliquer le règlement, parce que vous ne donnerez ainsi le droit de le répéter à la tribune. (Applaudissements à droite. Exclamations, Tumulte.)

M. le président. — Vous me permettez...

M. de Cassagnac. — Non ! je ne vous permets pas, vous êtes un calomniateur et un menteur. (Le tumulte redouble.)

Au bout de quelques instants, le président pen en fin parler. Il déclare que ce qui lui est personnel se règlera ultérieurement.

Quant à ce qui est des travaux de la Chambre, ils doivent se régler pacifiquement. Il invite donc la Chambre à reprendre la discussion.

Le président : Vous aurez la parole après l'orateur qui est à la tribune.

M. Fallières achève son discours au milieu d'une profonde agitation. Il repousse l'idée de faire une loi sur la police des cultes, qu'elle en serait la sanction ? Le gouvernement n'est pas partisan de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Il ne propose donc pas de lois préparatoires à cette suppression ; et ce n'est pas en ce sens qu'il faudrait interpréter le dépôt du projet sur les associations. Mais s'il est besoin de lois nouvelles pour obtenir la soumission du clergé, il n'hésite pas à les proposer. Il a la conscience d'être resté le gardien vigilant de la loi. Il saura la faire respecter. (Applaudissements.)

M. de Ramel rappelle que le président a pris la parole pour lancer une grave affirmation dans le débat. Il a ainsi violé l'article 101 du règlement. Il devait descendre de la tribune avant de parler comme il l'a fait, et il doit encore venir expliquer à la tribune ses calomnies. (Bruits.)

Le président répond qu'il serait à souhaiter que personne n'ait violé plus que lui le règlement.

M. de Cassagnac a la parole. Il dénonce les tentatives faites par le gouvernement pour rattacher le clergé à la République. Ces tentatives auraient pu aboutir. Mais elles avortent par le fait de la majorité de la Chambre. Celle-ci n'a pas le courage de se mettre contre la religion et fait des phrases hypocrites sur le cléricisme. Mais l'Eglise n'a pas à s'émouvoir de cette hostilité. Elle a eu d'autres adversaires, devant lesquels elle n'a pas baissé le front. Ils s'appelaient Frédéric Barberousse et Napoléon-le-Grand. Si elle a su résister à l'attaque de pareils hommes, comment redouter-elle les persécutions d'un gouvernement d'hommes dégénérés et de Carnot-le-Petit. (Longue agitation.)

M. Floquet menace d'appliquer l'article 24 du règlement (expulsion temporaire) à M. de Cassagnac.

M. de Cassagnac, reprenant la parole pour un fait personnel, dit que ses paroles sont l'écho de celles de M. Floquet.

M. Floquet renonce à proposer l'expulsion.

M. de Cassagnac, s'expliquant sur son rappel à l'ordre, dit que M. Floquet a réitéré une vieille calomnie contre Pie IX, dont celui-ci a fait justice dans une occasion solennelle.

Les radicaux demandent le renvoi de la discussion à demain.

Le gouvernement ne s'y oppose pas.

Après divers incidents tumultueux, le renvoi est voté par 290 voix contre 241.

DÉPÊCHES

Berne, 12 décembre. — Le Conseil des Etats poursuit la discussion de la loi sur la chasse et la protection des oiseaux.

Il continuera lundi après-midi et abordera mardi la discussion du budget.

La commission pour le monopole des allumettes est composée de MM. Gottschheim, Eggi, Scherb, Schubiger, Wirz, Bossy et de Torrenté.

Zurich, 12 décembre. — La confiance reprend sur la place de Zurich. Les positions difficiles causées par le krach de la Kreditbank et l'effondrement du Bankverein sont aujourd'hui liquidées. La nouvelle que la banque Walker est à la hauteur de cette affaire rend de l'animation à la Bourse.

Rorschach, 12 décembre. — Des quantités considérables de blé continuent à arriver. On en expédie journellement sur la Suisse occidentale. Mais les convois de l'expédition ne suffisent plus et on l'entasse en plein air faute de hangars suffisants.

Herisau, 12 décembre. — Comme compensation à la déconfiture de la Société suisse de broderie, il nous arrive d'Allemagne et surtout d'Autriche de fortes commandes de broderies, au point que dans notre contrée, presque toutes les maisons travaillent aujourd'hui activement.

Bellinzona, 12 décembre. — M. le conseiller d'Etat Colombi fera demain à la caserne de Bellinzona une conférence en faveur de la loi sur les tramways, se séparant ainsi de l'agitation de la coda et de M. Simen contre cette loi.

St-Petersbourg, 12 décembre. — Les *Necosti* considèrent la conclusion de traités entre l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie comme une nouvelle ligue dirigée contre la France et la Russie. Cette ligue resserre encore les liens de la triple alliance et pourrait la pousser un jour à des actes politiques compromettants. Il en résulte la nécessité, pour la France et la Russie, d'affirmer leur rapprochement politique par une ligue commerciale, dussent-elles pour cela renoncer en quelque mesure à leurs idées protectionnistes. La France a besoin des matériaux bruts que peut lui envoyer la

Russie, et la Russie a besoin des produits manufacturés français.

Berlin, 12 décembre. — Le discours de M. de Caprivi sur les traités de commerce est commenté par tous les journaux. Le *Berliner Tageblatt* le loue sans réserve. La *Gazette de Voss* dit qu'il ne contentera ni les protectionnistes, ni les libre-échangistes, mais que cependant, en le prononçant, le chancelier a été plus heureux que dans son discours sur le bacile de l'ingénierie et sur les journalistes.

Londres, 12 décembre. — Les tribus de Hanza-Nagar (Indes) se sont révoltées. L'agent britannique a marché contre elles. Sept cipayes ont été tués et vingt-six blessés, ainsi que trois officiers anglais. Les Hanza ont subi de grandes pertes.

Londres, 12 décembre. — La reine a approuvé la nomination du comte Dufferin, comme ambassadeur à Paris.

Paris, 12 décembre. — A la suite de la séance d'hier, MM. Floquet et de Cassagnac ont constitué des léomons. Toutefois, M. Clémenceau étant intervenu, l'incident n'aura pas de suite ajoutant lui.

L'impression générale est que la séance d'hier n'a pas modifié les sentiments de la majorité et que le succès du gouvernement n'est pas douteux.

Ed. FEHR, éditeur.

LES LIVRES

POÉSIES ET CHANSONS D'ENFANTS, par Eng. Rambert ; musique de H. Plumbhof ; illustrations de E. Vallentin. — Lausanne, B. Benda, éditeur, 1891.

C'est un bien joli volume que M. Benda vient de publier ; il est sûr de faire plaisir à toutes les personnes qui aiment la musique, ainsi qu'à celles qui restent attachées au souvenir d'Eugène Rambert ; c'est dire tout le monde dans notre Suisse romande. M. Plumbhof a composé huit des douze chansons d'enfants : les trois du cycle du printemps, une chanson de l'été (l'Eglantine et le Bourdon), une de l'automne (le Petit chevrier), et de nouveau en entier la série de l'hiver. Ce n'est pas chose facile que de mettre en musique des chansons d'enfants ; il faut être simple sans naïveté, aimable sans affectation, et avant tout se garder de poser pour la naïveté. M. Plumbhof a su généralement trouver la note juste ; il a écrit des mélodies bien chantantes, allant parfois droit au cœur. Quelques-uns des accompagnements sont peut-être un peu difficiles pour les petites mains, mais les mamans ou les grandes sœurs en viendront aisément à bout, et le concert de famille n'en sera que plus complet. Au moins trois de ces chansons seront populaires avant qu'il soit longtemps, nous n'attendons pas moins du bon goût de notre public. M. E. Vallentin a orné ce volume de charmantes illustrations, aussi fraîches que les vers qui lui ont inspirés. Si l'imprimeur n'a pas toujours rendu assez fidèlement les intentions du peintre, ce dernier n'en est pas responsable, et la finesse de ses compositions subsiste quand même. Un seul exemple : que peut-on voir de plus gracieux que son *Départ des hirondelles* ? Voilà des pages qu'on a autant de plaisir à lire qu'à regarder, — et à entendre. W. C.

JARDIN D'ENFANTS, poésies par Berthe Vacher. — 1 vol. in-12. Genève, Soulier, éditeur.

C'est une heureuse idée qu'a eue Mlle Berthe Vacher de nous apporter ce petit volume, juste pour les fêtes. Dans de petites pièces pleines de fraîcheur et d'abandon, elle nous chante tour à tour les Berceuses de la jeune mère, les Rondes de l'enfance, les gais refrains des fillettes et des grands garçons. Tout cela dans une langue charmante.

On voit que l'auteur connaît bien les enfants et qu'il les aime, aussi son volume sera-t-il bien accueilli par tout ce petit monde.

LES CONTEMPORAINS. Etudes et portraits littéraires, par Jules Lemaitre. Cinquième série. — 1 vol in-18. Paris, Lecène et Oudin, éditeurs, 17, rue Bonaparte.

Les études qui composent ce nouveau volume sont consacrées à Guy de Maupassant, André Theuriot, Marcel Prévost, Paul Marguerite, Gilbert-Augustin Thierry, Edouard Rod, Stéphane Mallarmé, Renan ; l'auteur y a joint, en outre, quelques billets du matin parus précédemment dans le journal le *Temps*, où ils ont été très appréciés.

Le public retrouvera dans ce nouvel ouvrage de M. Jules Lemaitre l'analyse fine et pénétrante, la sincérité des impressions et les qualités de style qui ont assuré aux séries précédentes un succès que plusieurs éditions n'ont pas épuisé.

Le CHRÉTIEN ÉVANGÉLIQUE. — Revue religieuse de la Suisse romande. Comité de rédaction : MM. Armand Vautier, Ch. Porret et S. Burnier.

Sommaire du numéro d'octobre : Etude biblique : Le rendez-vous en Galilée, par Aug. Glardon. — Mélanges : Vingt ans chez les Mormons, de Mme Stenhouse. (Troisième article.) — Variété : A propos des fêtes de Berne, par A. Bernard. — Nouvelles : Genève, Suisse allemande, Italie, Allemagne, Etats-Unis. — Bulletin bibliographique.

Sommaire du numéro de novembre : Littérature et morale : Religion et morale d'Homère, par Ch. Luigi. — Mélanges : Vingt ans chez les Mormons, de Mme Stenhouse. (Quatrième article.) — Revue critique : Une nouvelle conception de la Rédemption, de E. Bertrand, par G. Godet. — Alexandre Vinet, d'après sa correspondance avec Henri Lutheroth, de Edmond de Pressensé, par A. V. — Nouvelles : France, Italie méridionale, Grande-Bretagne. — Bulletin bibliographique.

Bureau chez Georges Bridel & Cie éditeurs à Lausanne.

La livraison de décembre de la Bibliothèque universelle contient les articles suivants : Les origines de la Confédération suisse, par M. Numa Droz. — Bonbette. Nouvelle, par M.

